

Être contaminé dans la rue... ou agressé : Anne Hidalgo et la préfecture de police sont-ils capables de déterminer le plus grand risque statistique à Paris ?



Le nombre de cas atteint du coronavirus à Paris ne cesse de grimper, tout comme le nombre d'agressions dans la capitale. En 2019, 234 211 types de délits ont été recensés à Paris entre janvier et septembre, soit une hausse de 10,5 % par rapport à la même période en 2018. Point avec Édouard Husson et Michaël Rochoy.

Avec Edouard
Husson

Avec Michaël Rochoy

Atlantico : Anne Hidalgo a rendu obligatoire le port du masque dans certaines zones de Paris afin de prémunir les habitants du risque d'infection au coronavirus. Sur quelles données statistiques Anne Hidalgo peut-elle se baser afin de connaître avec exactitude le taux de contamination extérieur et ainsi les zones où les citoyens doivent être protégés en priorité ?

Michaël Rochoy : Posons la question à l'envers : que faudrait-il pour connaître le taux de contamination extérieur avec exactitude ?

Il faudrait par exemple avoir une population A, indemne de SARS-CoV-2 et une population B, contagieuse ; ensuite, il faudrait suivre expérimentalement les effets de rencontres exclusives de A et de B, uniquement en extérieur (en s'assurant bien qu'ils ne se rencontrent jamais en intérieur)... Ca n'est évidemment pas éthique de faire de telles expériences ! Nous ne pouvons donc qu'émettre des hypothèses, basées sur la science, les modes de transmission [aériens](#) du virus, et « tenter de deviner » les lieux de contamination par des études épidémiologiques.

C'est ce que fait Santé Publique France via son [système](#) d'information MONIC. Lorsqu'il y a plusieurs cas dans une même entreprise (le premier lieu où se créent les clusters en France entre mai et août), ils formulent l'hypothèse la plus probable : la contamination a lieu dans l'entreprise.

Par contre, lorsque vous vous contaminez dans la rue, il devient extrêmement difficile de le savoir : ce n'est pas un lieu unique, vous n'y croisez pas les mêmes personnes plusieurs heures d'affilée, etc.

Donc ces données d'exactitude n'existent pas, et ça n'est clairement pas la faute de Madame Hidalgo.

Le masque en extérieur a très probablement un intérêt dans les zones denses (marchés, rues commerçantes). Le problème de cibler uniquement certaines rues, c'est que les gens pourraient être incités à opter pour des parcours alternatifs... et donc augmenter la densité de populations de ces rues parallèles !

Enfin, soyons clairs : Madame Hidalgo impose le port du masque dans certaines rues pour protéger ses administrés et elle a raison, parce que c'est son seul levier d'action. La « balance bénéfice-risques » est favorable : le bénéfice est peut-être faible dans la rue, mais face à un risque nul, la décision mérite d'être prise dans les lieux les plus denses, où il y a le plus de concentrations de gens. Il faut mieux frapper fort que le virus est faiblement présent, que d'agir mollement (comme le fait le ministère de l'éducation nationale). Il sera toujours temps de lâcher du lest par la suite.

Quelles données peuvent permettre de suivre avec précision la progression du virus en France ?

Michaël Rochoy : Il y a de nombreux paramètres qui permettent de suivre la progression du virus en France ; ce sont principalement des incidences (ou taux d'incidence), c'est-à-dire le « nombre de nouveaux cas » (par définition, on parle de « cas » pour désigner les patient(e)s ayant une PCR COVID-19 positive).

Nous pouvons par exemple suivre :

- le nombre de nouveaux cas par jour,
- le nombre de nouveaux cas hospitalisés par jour,
- le nombre de nouveaux cas hospitalisés en réanimation par jour,
- le nombre de nouveaux décès liés à la COVID-19 par jour.

D'autres données existent, comme le taux de positivité des tests : 1 %, 2 %, 5 %, etc.

Tous ces paramètres ont leurs qualités et leurs défauts. Le « meilleur » à mon sens de clinicien est probablement le nombre de décès par jour par COVID-19, car c'est un critère binaire, simple et fiable ; le problème est qu'il est tardif (avec une médiane de 23 jours environ après la contamination) et incomplet (il y a notamment des comorbidités liées à la réanimation, des symptômes persistants, etc.)

De la même façon, les hospitalisations en réanimation sont tardives, et les taux d'hospitalisations ignorent les prises en charge en ville (et les variations possibles dans le seuil de recours à l'hospitalisation).

Certains paramètres dépendent du nombre de tests réalisés ou des critères de réalisation : par exemple, lorsque le gouvernement décide de passer outre le parcours de soin classique et d'ouvrir les PCR à tout le monde, il y a forcément une diminution de pertinence des tests, et donc un taux de positivité des tests qui chute... Tout est imbriqué, tout change en fonction des prises en charge...

Certaines sociétés savantes, comme le [Harvard Global Health Institute](#), définissent des seuils d'alerte : 1, 10, 25, 70 nouveaux cas pour 100 000 personnes.

Bref, il n'y a pas un seul critère dont il faut tenir compte, c'est plutôt un faisceau d'arguments qui vont inciter à davantage de prudence.

Mais ce qu'il faut surtout retenir de tout ça, c'est que l'épidémiologie a un intérêt pour définir des stratégies de santé publique.

A un niveau individuel, les personnes hospitalisées ou en réanimation se fichent de la variation de ces taux. Il ne faut pas perdre de vue l'objectif : nous ne voulons pas devenir une nation d'épidémiologistes mais lutter contre la propagation du virus ; et ça, c'est quelque chose que chacun peut faire, en portant un masque dans tous les lieux clos et dans les lieux densément peuplés.

La réponse au coronavirus de certaines mairies, en rendant obligatoire le port du masque en extérieur dans certaines grandes villes, est-elle à la hauteur du défi de la rentrée en septembre ?

Michaël Rochoy : Oui et non... Encore une fois, les mairies font ce qu'elles peuvent.

Le défi n'est certainement pas les rues, mais les lieux clos : toutes les entreprises (privées ou publiques), toutes les écoles (de la maternelle à l'université), les salles de culture (public de concert, cinéma, théâtre, etc.), les salles de sport, etc.

Nous avons fait un [communiqué](#) argumenté avec le collectif le 9 août, où nous réclamons 3 mesures fortes :

1 - imposer le masque dans tous ces lieux clos (incluant, désolé pour les anglophones, les « open spaces »). Santé Publique France recherche les principales sources de clusters en France et c'est dans les entreprises qu'il en trouve le plus, devant même les

2 - imposer le masque dans toutes les écoles. Les enfants peuvent transmettre le SARS-CoV-2 ; certes, les enfants font moins de forme grave, mais les enfermer plusieurs heures par jour dans des petites salles de classe est une porte d'entrée majeure pour le virus. Protéger les personnes fragiles est le devoir de tout le monde.

3 - ... et déculpabiliser les messages autour des masques. Ce qui compte est que la majorité de la population l'utilise ; c'est évidemment mieux s'il couvre la bouche ET le nez, et si les masques sont de qualité. Le premier paramètre reste l'utilisation la plus large possible.

Par ailleurs, un autre défi de septembre va être la recrudescence de fièvres liées à d'autres virus (rhinovirus, VRS, etc.). Ces « infections virales » vont quasiment toutes mener à des PCR. Le masque peut diminuer ces infections, et donc diminuer :

- le nombre de PCR,
- la pression sur les consultations de médecine générale et sur les laboratoires,
- le délai de recours aux PCR, et donc le retard de prise en charge des patients qui auront bien la COVID-19
- l'absentéisme (scolaire ou professionnel)...

Nous devons protéger les personnes fragiles, et j'espère avoir contribué ici à démontrer que cela ne passera que par le port généralisé du masque. Il faut frapper fort aujourd'hui ; il faut mieux regretter dans 6 mois d'avoir peut-être porté sans raison un masque dans certaines rues, plutôt qu'avoir des remords de ne pas l'avoir fait.

La mesure prise pour combattre la hausse de la délinquance à Paris sont-elles à la hauteur des mesures prises pour lutter contre la Covid 19 ?

Édouard Husson : Ce qui caractérise actuellement beaucoup d'élus, c'est l'incompétence. Une incapacité coupable à gouverner ! Il faudrait lancer la notion de « livre rouge », de la couleur du stylo utilisés par les professeurs avant que l'Education Nationale ne juge la couleur traumatisante pour les élèves. Le « livre rouge » de la présidence Macron sera épais à la fin du quinquennat: gestion des conflits sociaux, de la pandémie etc... L'ouvrage que l'on pourrait consacrer à Anne Hidalgo est épais aussi; il a d'ailleurs été entrepris avant la campagne des municipales. Et pourtant Paris a réélu son très médiocre maire. Nous sommes confrontés au fait majeur du dernier demi-siècle. La casse consciencieuse du système éducatif. Elle ne se manifeste pas seulement par les fautes d'orthographe au kilomètre de beaucoup (trop) de jeunes embauchés aujourd'hui. Elle se voit aussi dans l'incompétence croissante de nos gouvernants, l'ignorance de plus en plus évidente de beaucoup de journalistes. Tandis qu'une sociologie complaisante nous expliquait que le niveau scolaire montait, les apparatchiks de l'Education Nationale cassaient consciencieusement notre très bon système d'instruction publique, avec la complicité de la bourgeoisie où les fascinations progressistes ont remplacé les snobismes ciblés par Molière ou Proust; et, fréquemment, par les responsables de l'enseignement catholique craignant de ne pas être à la page. On a vu arriver aux postes de commande, depuis dix ans, les premières victimes de la grande casse éducative post-1968; d'abord dans les équipes Strauss-Kahn (beaucoup se retrouvent chez Macron) puis chez François Hollande et chez l'actuel président. Ou à la Mairie de Paris. Je détestais politiquement Bertrand Delanoë mais lui-même et la plus grande partie de ses équipes étaient compétents. Aujourd'hui, Paris est une ville qui concentre les CSP+ dont les rangs sont de plus en plus peuplés de « semi-instruits »: tandis que les quartiers populaires s'abstenaient largement, les « diplômés » réalisaient le maire qui mérite sans doute le bonnet d'âne dans un palmarès mondial des plus mauvais édiles. Madame Hidalgo a cependant gagné largement parce que les équipes d'en face n'étaient pas plus compétentes, pour le malheur de la capitale. Je me souviens, à l'automne dernier, d'un dialogue incroyable, au QG de l'un des adversaires de Madame Hidalgo, entre un jeune zozo format « sciences-po » et l'un des meilleurs spécialistes européens des campagnes sur les réseaux sociaux, où le premier, qui brillait par son ignorance, expliquait son métier au second.

C'est pourquoi je ne crois pas que l'on puisse parler de bonnes mesures prises contre le COVID 19. Expliquez-nous la logique de la carte du port du masque imposé. Les équipes de l'Etat ou de la ville ne sont pas plus compétentes sur ce sujet que dans la lutte contre la délinquance qui, tous secteurs confondus, a augmenté de 10% en 2019 et repart à la hausse en 2020, malgré les deux mois de confinement.

La mairie de Paris utilise-t-elle cette crise afin de masquer ses manquements dans d'autres domaines en particulier celui de la sécurité ?

Édouard Husson : Vous leur prêtez une intention cohérente, sinon mauvaise ! Mais, selon la formule répandue, on surestime souvent la méchanceté et on sous-estime l'incompétence des individus. Madame Hidalgo ne connaît rien à la gestion urbaine en général. Elle

fait des milliers de kilomètres en avion pour aller se faire célébrer comme une experte des « villes durables » mais elle n'a jamais pris le temps de comprendre les bases de l'intégration systémique des décisions urbaines, pour parler comme mon ami Claude Rochet. Quand vous arrêtez la circulation automobile des voies sur berge, il faut anticiper les répercussions que cela va avoir sur la circulation en Région Ile-de-France. Quand vous réduisez de 50 à 75% la largeur des voies de circulation automobile, il faut construire systématiquement des parkings en périphérie de Paris, multiplier par trois le nombre de bus etc...En fait, toutes les décisions sont prises sur des critères idéologiques simplistes: la voiture, c'est mal ! L'accueil des immigrés clandestins, c'est bien! Et puis après, vous laissez les gens se débrouiller avec les problèmes que vous avez créés. Vous multipliez les logements sociaux pour vous assurer une clientèle complémentaire des bobos semi-instruits à qui vous expliquez que des plantes en pot ce sont des « forêts urbaines » et que Paris est une ville verte, bientôt propre, parce que les SDF vont pouvoir uriner dans des réceptacles entourés de feuillage. Le résultat de tout cela, c'est que Paris est en train de dégringoler en termes d'attractivité. Rappelez-vous comme l'équipe municipale de Madame Hidalgo faisait la roue (du paon, bien entendu, Marcel Campion me pardonnera cette mauvaise plaisanterie) après le vote du Brexit: on allait voir ce qu'on allait voir, Paris allait attirer toutes les activités qui allaient quitter Londres etc... Quatre ans plus tard, il suffit de regarder la Gare du Nord, malgré sa rénovation, pour comprendre que Londres restera la plus attractive des capitales européennes, et de très loin: Le quartier de la Gare du Nord concentre tous les maux du Paris d'Anne Hidalgo: embouteillages permanents, saleté à propos de laquelle l'alerte sanitaire aurait dû depuis longtemps être atteinte, campements d'immigrés clandestins, délinquance, drogue, sans parler de l'absence quasi-permanente de contrôle de sécurité sérieux à l'entrée des trains (à part l'eurostar). L'amateurisme est partout chez lui à Paris, y compris dans la gestion de la pandémie du Coronavirus